

La décolonisation, vraiment ?

Des bonnes intentions à l'impact réel
dans notre parcours décolonial

Résumé exécutif



© Plan International

Document de position de Plan International Belgique
sur l'antiracisme, la décolonisation et la localisation.

Avril 2025



Pour que chaque fille soit libre

Avant-propos

© Plan International Belgique



Ce document de position est le résultat d'un processus long et nécessaire qui nous a mis au défi de passer des bonnes intentions à l'impact réel. En tant qu'organisation engagée en faveur de la justice et de l'égalité, nous savions que nous devions aller au-delà des mots à la mode et jeter un regard honnête sur les structures qui façonnent notre travail. Ce faisant, nous avons découvert plus de choses sur nous-mêmes que nous ne l'avions prévu.

La coopération internationale repose sur des engagements forts en faveur de la solidarité et de l'éradication des inégalités intolérables. Cependant, elle est aussi l'héritage d'un système colonial qui continue à reproduire les déséquilibres de pouvoir et les injustices. Pendant trop longtemps, notre secteur a été prisonnier d'un statu quo qui dissimule ces vérités gênantes. Pour éviter le malaise qu'elles provoquent, nous avons collectivement choisi le déni et l'édulcoration de concepts importants – en ne voyant que ce qui nous met à l'aise plutôt que ce qui doit être changé.

Ce document est un acte de courage. Il reflète notre volonté de remettre en question le statu quo, de tendre un miroir à notre secteur et à notre propre organisation, et de faire face à l'inconfort de vérités difficiles et de paradoxes complexes. Plutôt que nous détourner des thèmes, nous les affrontons, nous les mettons en lumière. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons plaider en faveur d'un véritable changement et tracer une nouvelle manière d'avancer.

Ce parcours ne sera pas aisé : c'est un chemin semé d'embûches. Mais c'est celui qu'il nous faut prendre. Et ce n'est qu'un début. Nous exposons ici notre position et nos engagements, sachant qu'une véritable transformation exige une action soutenue et une responsabilité collective à l'égard du changement.

Ma plus profonde gratitude va aux nombreux-ses universitaires et praticien-ne-s du Sud global qui ont exprimé ces vérités pendant trop longtemps sans être entendu-e-s par des organisations comme la nôtre. À celles et ceux qui ont contribué à l'élaboration de ce document, en nous défiant en interne – collaborateur-ric-e-s, partenaires et pairs – je vous remercie pour votre persévérance. Et aux personnes racisées de notre organisation qui ont attendu trop longtemps des engagements clairs en matière de lutte contre le racisme, qui ont été confrontées au poids de l'inconfort généré par les Blancs, mais qui ont continué à faire pression pour que les choses changent : merci pour votre patience, votre courage, et pour avoir rendu cette organisation meilleure.

Isabelle Verhaegen

Directrice Nationale Plan International Belgique

1. Introduction

Ces dernières années, les discussions sur la décolonisation de l'aide, l'antiracisme et la localisation ont pris de l'ampleur dans les secteurs du développement international et de l'aide humanitaire. Les mouvements mondiaux, alimentés par le discours plus large sur la justice raciale et sociale, contestent depuis des décennies les déséquilibres de pouvoir de longue date dans l'aide, le développement et les structures de gouvernance, mais commencent enfin à se faire entendre. Ces conversations conduisent à un examen critique de la manière dont l'aide continue à reproduire les hiérarchies coloniales, à marginaliser les voix du Sud global et à perpétuer le racisme systémique.

Les organisations du monde entier, y compris Plan International, réagissent à ces changements, avec l'émergence de divers cadres et initiatives, en ce compris le [Pacte pour le changement](#) sur la localisation et les engagements en faveur des principes antiracistes dans l'aide. Plan International Inc. a lancé des initiatives clés pour aborder ces questions, notamment la création d'un Conseil pour l'équité et la lutte contre le racisme qui conseille la direction générale, la signature du pacte pour le changement, l'élaboration du document de synthèse « Locally Led, Globally Connected » et, plus récemment, la création d'un département spécialisé dans la localisation et la décolonisation.

Plan International Belgique reconnaît l'urgence de contribuer à ces discussions importantes. C'est pour clarifier sa position sur ces questions interdépendantes que nous avons élaboré ce document de synthèse sur la décolonisation de l'aide, la localisation et l'antiracisme dans l'aide. Il s'appuie sur une méthodologie rigoureuse impliquant plus de 100 articles évalués par des pairs ainsi que de la littérature grise, en utilisant une perspective féministe tout au long de notre analyse, ce qui nous permet de reconnaître l'intersectionnalité de la race, du genre et des histoires coloniales dans la formation des inégalités dans le secteur de l'aide. Cette tâche a été menée à bien par un groupe de travail de Plan International Belgique, qui s'est engagé à mettre en lumière dans le corpus de nos publications le point de vue et les connaissances des personnes racisées, en particulier des femmes, afin d'identifier la position de l'organisation et ses principaux engagements. Ce document a été revu par des expert·e·s et des spécialistes, au sein de la Fédération de Plan International et par des expert·e·s externes en Belgique.

Le document s'ouvre sur une importante série d'avertissements. Si nous apprécions le travail de définition des termes clés en jeu, nous sommes également d'accord sur le fait que des mesures concrètes pour démanteler les systèmes d'oppression que nous décrivons en détail sont plus importantes qu'une définition rigide et parfaite des termes. Nous avons également décidé d'utiliser le terme « Sud global » dans ce document pour faire référence aux nations économiquement marginalisées et historiquement colonisées, malgré les critiques légitimes qu'il suscite, à savoir qu'il fournit des vues homogénéisées de contextes divers et variés. Ce document confronte également notre organisation à des paradoxes et éventuellement à des choix difficiles à faire, mettant en lumière les contradictions entre nos motivations et nos objectifs d'une part, et les choix pragmatiques et financiers que nous faisons d'autre part. Nous avons décidé de reconnaître ces paradoxes, plutôt que de les fuir. Enfin, nous reconnaissons la contradiction la plus fondamentale qui consiste à créer ce document en tant qu'ONG internationale basée en Europe, en nous imposant dans une discussion qui devrait plutôt donner la priorité aux voix des personnes racisées et des organisations du Sud global. Nous le faisons en déclarant clairement que nous restons responsables vis-à-vis d'elles et que l'articulation de notre position est une étape nécessaire, bien que non suffisante, vers un engagement significatif.

Notre document de position commence par l'exercice nécessaire qui consiste à définir avec précision des termes tellement présents dans le débat public qu'ils sont devenus des mots qui font le buzz. Cette étape nous a permis de démêler les véritables enjeux de notre organisation : réduire les dommages tangibles de la colonisation et du néocolonialisme n'est pas la même chose que la décolonisation.

Toutes les références peuvent être consultées dans le document de position complet.

 [Lien vers le document de position dans sa globalité](#)

2. Glossaire

Le racisme est un système d'oppression qui privilégie un groupe racial par rapport à d'autres par le biais de politiques institutionnelles, de structures économiques et de hiérarchies sociales. Il est profondément ancré dans la suprématie blanche, une idéologie qui normalise la domination blanche et marginalise les communautés racialisées (Racial Equity Tools, 2021). La suprématie blanche ne se limite pas aux groupes extrémistes, mais est ancrée dans les structures de l'éducation, de l'emploi, de la gouvernance et de la prise de décision (DiAngelo, 2018).

L'expansion coloniale a institutionnalisé le racisme pour justifier l'assujettissement, en présentant les peuples colonisés comme biologiquement et culturellement inférieurs. Cette idéologie a sous-tendu l'esclavage, la ségrégation, le travail forcé et la violence exercée avec l'assentiment de l'État, créant des inégalités raciales systémiques qui persistent encore aujourd'hui (Bonilla-Silva, 2007). La catégorisation des personnes en fonction de leur race a historiquement servi à maintenir les structures de pouvoir, les économies coloniales et postcoloniales étant construites sur l'exploitation de la main-d'œuvre raciale (Coello de la Rosa, 2000).

Malgré la décolonisation formelle, le racisme continue de façonner les réalités économiques et politiques. Les injustices systémiques, telles que les taux d'incarcération disproportionnés, les brutalités policières et la privation des droits économiques, ne sont pas des incidents isolés, mais les symptômes d'un système mondial de longue date qui continue à bénéficier aux populations blanches (Crenshaw, 1989 ; Fanon, 1963).

Prise en considération du contexte belge : la réalité du déni de couleur en Belgique

En tant qu'organisation ayant une base sociale historique et profondément enracinée dans toute la Belgique, nous sommes immergés dans la société belge. Par conséquent, il est essentiel de comprendre ce contexte social, politique et économique et la manière dont il affecte notre lieu de travail.

L'héritage colonial de la Belgique reste largement méconnu, la race étant un sujet tabou dans le discours public. Les changements idéologiques qui ont suivi l'Holocauste ont conduit au rejet de la catégorisation raciale, renforçant la croyance en une société post-raciale (Baruti, 2021). Cette croyance est encore perpétuée par des idéologies dans le déni qui nient la pertinence de la race, entravant ainsi les conversations sur le racisme systémique (Essed et al., 2019).

Des euphémismes tels que diversité, origine ethnique ou intégration masquent la discrimination raciale en la recadrant comme une question culturelle ou linguistique. En conséquence, les personnes racisées - même celles qui sont des citoyen·ne·s belges de deuxième ou troisième génération - sont considérées comme des étranger·ère·s (Ceuppens, 2006 ; Kanobana, 2021).

Au sein d'organisations telles que Plan International Belgique, les discussions sur la race sont souvent diluées dans des thèmes plus larges tels que les droits LGBTQI+, le handicap ou la pauvreté, ce qui limite la capacité à aborder les inégalités raciales de manière explicite. Cet évitement empêche toute action antiraciste significative et renforce les disparités existantes. Cette attitude est ancrée dans le refus institutionnalisé de la Belgique de collecter des données raciales et ethniques désagrégées sous prétexte de neutralité, ce qui empêche de mesurer correctement le racisme systémique (CERD, 2021). Cela contribue à l'absence de politiques antidiscriminatoires ciblées et à la lenteur et à l'incohérence des efforts déployés pour lutter contre le racisme. Les controverses publiques, telles que la persistance de statues datant de l'époque coloniale (celle du roi Léopold II, par exemple) et de traditions insensibles au racisme comme le Zwarte Piet, sont minimisées en tant que débats sur la mémoire historique, plutôt qu'en tant que manifestations de l'inégalité raciale persistante (Azabar et al., 2023; Rutazibwa, 2017).

En dépit d'un déni généralisé, des études mettent en évidence les effets persistants du racisme systémique. Dans les services de police, le profilage racial est très répandu, 41 % des personnes d'ascendance africaine déclarant avoir été contrôlées par la police et 31 % décrivant leur traitement comme irrespectueux (Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, 2023). Pourtant, les brutalités policières sont considérées comme des fautes isolées plutôt que comme un problème systémique (Amnesty International, 2021). Dans l'ensemble, près d'une personne d'ascendance africaine sur deux est victime de discrimination en matière de logement et 1 travailleur·euse racisé·e sur 3 possède un contrat à durée temporaire, contre 1 sur 14

pour la population générale (Unia, 2022). Les femmes musulmanes sont confrontées à une discrimination supplémentaire, en particulier celles qui portent le voile, ce qui mène à l'insécurité économique et à l'exclusion sociale (ENAR, 2016).

La mise sous silence du racisme dans les politiques publiques crée un cycle d'invisibilité, dans lequel les problèmes systémiques restent cachés et ne sont pas traités, ce qui marginalise encore davantage les personnes racisées (Sankaa vzw, 2023).

Racisme et suprématie de la race blanche dans le secteur de l'aide internationale

En tant qu'organisation humanitaire et de développement ayant pour mandat de faire avancer la cause des droits des filles, nous sommes également ancré·e·s dans le secteur de l'aide au développement, qui continue à échouer dans sa lutte contre le racisme et la suprématie de la race blanche.

- **Leadership et pouvoir décisionnel des blancs.** Malgré les discussions sur la localisation et l'antiracisme, le secteur de l'aide reste dominé par des organisations dirigées par des blancs (Roepstorff, 2019). Les structures de direction sont principalement blanches, influençant les décisions de financement et les priorités des programmes, tandis que l'expertise du Sud global reste marginalisée. Les normes occidentales de professionnalisme favorisent les normes blanches, ce qui limite les possibilités de leadership pour les personnes racisées. Même lorsque des dirigeant·e·s du Sud global sont inclu·se·s, leurs rôles sont souvent symboliques plutôt que décisionnels (Crewe et al., 2006).
- **Modèles de développement et systèmes de connaissances occidentaux.** Les organisations d'aide privilégient les modèles occidentaux de gouvernance, de financement et de résolution des problèmes, dévalorisant ainsi les systèmes de connaissance du Sud global (Spivak, 1998). Cela crée une dépendance à l'égard des cadres occidentaux et une ignorance des traditions et des méthodologies locales. Par exemple, les outils de suivi et d'évaluation sont conçus par des donateur·rice·s du Nord, ce qui oblige les OSC du Sud à adopter des indicateurs rigides et techniques qui ne reflètent pas leurs réalités vécues (Roepstorff, 2019).
- **Le narratif du sauveur blanc.** La communication sur l'aide dépeint souvent les communautés du Sud global comme étant sans défense et les acteurs occidentaux comme des sauveurs, renforçant ainsi les hiérarchies de pouvoir racialisées (Kapoor, 2004). Cela met sous silence l'action de l'agence locale et dicte quelles voix et solutions sont prioritaires dans le secteur de l'aide (Pailey, 2019).

Aide, colonialisme et néocolonialisme

L'aide, en tant que secteur international, possède une histoire intimement liée à l'histoire coloniale du Nord global, dont certaines pratiques persistent à tous les niveaux, malgré la conviction partagée par les travailleur·euse·s humanitaires que leur mission est ancrée dans la justice sociale et le changement positif. Il est essentiel de comprendre cette histoire afin d'identifier les ramifications qui se manifestent encore aujourd'hui et qui affectent nos lieux de travail.

Le lien entre l'aide et le néocolonialisme est profondément ancré dans l'histoire du développement international, où la domination coloniale s'est transformée en un discours sur le développement qui maintient des relations hiérarchiques. L'aide et l'héritage colonial ont en commun l'apparence d'une « mission civilisatrice », qui est présentée comme une obligation morale d'élever les sociétés « arriérées », et qui a trouvé un écho dans les premières formes d'aide humanitaire. Les efforts d'aide avaient un double objectif : légitimer la domination coloniale et atténuer les effets négatifs de l'exploitation coloniale (Betts, 2020 ; Ziai, 2016), de sorte que l'aide pouvait être à la fois un outil de compassion et un mécanisme de contrôle, renforçant les structures du pouvoir colonial. En fait, jusqu'en 1961, le ministère belge de la Coopération au développement s'appelait le ministère des Colonies (NGO Federatie, 2021).

Le néocolonialisme maintient la dépendance postcoloniale par des mécanismes tels que le contrôle économique, les accords commerciaux et les dépendances à l'égard de la dette qui favorisent les anciennes puissances coloniales (Betts, 2012). Les interventions politiques et militaires, l'impérialisme cultu-

rel, avec l'imposition de systèmes de connaissances, de langues et de valeurs occidentales, marginalisent l'expertise du Sud global (Said, 1978). Un mécanisme visible et actif du néocolonialisme est l'aide publique au développement (APD) en tant qu'outil d'influence, qui renforce les priorités des donateurs, l'aide revenant souvent aux pays donateurs par le biais de prêts conditionnels et d'exigences en matière d'approvisionnement (Hickel, 2017). Plus précisément, l'APD a été critiquée parce qu'elle donne la priorité aux intérêts économiques et politiques des pays donateurs et qu'elle perpétue la dépendance en imposant des modèles occidentaux de gouvernance qui ne tiennent pas compte des contextes et des besoins locaux spécifiques dans les pays du Sud global (Betts, 2012 ; Aguinaga et al., 2013 ; Ziai, 2016 ; Pal et al., 2023 ; Onyekachi, 2020 ; Pal et al., 2023). L'aide nécessite souvent l'acquisition de biens et de services auprès du pays donateur, ce qui garantit que l'aide financière revient au pays donateur par le biais de contrats. Au total, ces pratiques entraînent des pertes nettes de plusieurs milliards d'euros pour les pays les plus pauvres, malgré les flux d'APD sous forme de prêts et de subventions. L'aide liée et l'aide conditionnelle illustrent cette dynamique.

La notion problématique de la décolonisation de l'aide

La décolonisation est devenue un mot en vogue. Cependant, il convient de rappeler que la décolonisation est avant tout un processus complexe et dynamique qui ne peut être facilement défini. Franz Fanon, pionnier de la philosophie politique, l'a décrite comme un processus de transformation radical qui démantèle l'ordre colonial pour restaurer l'autonomie et l'humanité des personnes colonisé·e·s. Ce processus est intrinsèquement violent car il implique le renversement complet des systèmes coloniaux fondés sur la violence et l'oppression.

Dans un tel contexte, le terme « décolonisation de l'aide », tel que nous l'entendons dans les conversations sur la localisation, est souvent utilisé de manière métaphorique, sans tenir compte des réalités matérielles et structurelles des systèmes de financement néocoloniaux. (Tuck et al., 2012). Pourtant, au cœur du concept, une véritable décolonisation du secteur de l'aide nécessiterait de transférer le pouvoir et le financement à des organisations dirigées par le Sud global, de repenser complètement le contrôle occidental sur les priorités de l'aide et la gouvernance et de mettre fin aux conditions imposées par les donateurs qui renforcent la dépendance. Au lieu de cela, de nombreuses organisations d'aide se concentrent sur des réformes superficielles - telles que la diversification du personnel ou l'adaptation des narratifs - sans redistribuer le pouvoir de décision réel (Comic Relief, 2023).

En ce sens, le paradoxe de la « décolonisation de l'aide » apparaît clairement : tant que les organisations d'aide dépendent d'un système de financement néocolonial, elles ne peuvent parvenir à une véritable décolonisation. Il est donc plus réaliste de s'engager à prendre des mesures concrètes, tangibles et réalisables pour réduire et atténuer les effets néfastes de la colonisation et du néocolonialisme que de décoloniser le secteur ou l'organisation.

La localisation : un progrès ou une nouvelle forme de contrôle ?

La localisation, telle que décrite dans le Grand Bargain (2016), vise à transférer le pouvoir de décision aux acteurs locaux. Cependant, les progrès ont été lents : seuls 1,2 % des financements directs parviennent aux OSC du Sud global (Development Initiatives, 2023), et de nombreuses organisations du Sud global restent financièrement dépendantes des intermédiaires du Nord global. Si la localisation constitue un pas vers l'équité, elle ne remet pas fondamentalement en cause les déséquilibres de pouvoir mondiaux ancrés dans les structures d'aide (Roepstorff, 2019).

3. La voie à suivre pour Plan International Belgique

Plan International Belgique est une organisation de développement et d'aide humanitaire, ancrée à la fois en Belgique et dans le secteur de l'aide mondiale. Ces deux caractéristiques font que nous sommes d'une part un lieu de travail situé en Belgique, imprégné de son contexte social, politique et économique, et d'autre part les héritiers d'une histoire coloniale dont certaines pratiques perdurent à tous les niveaux. Structurellement, notre organisation appartient à un secteur et à une histoire politique enracinés dans la suprématie blanche et les structures néocoloniales, malgré les appels croissants au changement.

Les réformes superficielles telles que la localisation, les efforts de diversité et les ajustements politiques ne s'attaquent pas aux causes profondes des déséquilibres de pouvoir à l'échelle mondiale – elles constituent un engagement important en tant que point de départ, mais peuvent facilement être considérées comme un exercice consistant à se donner bonne conscience, à maintenir le statu quo en évitant de s'engager en faveur d'un changement transformationnel.

Pour que l'aide aille au-delà de la charité et de la dépendance, elle doit fondamentalement transférer le pouvoir, la prise de décision et le contrôle financier aux organisations dirigées par le Sud global. D'un point de vue pragmatique, même si cela reste un défi, cela exige, pour une organisation comme Plan International Belgique, un engagement à démanteler la suprématie blanche et à réduire les dommages du néocolonialisme au sein du secteur, sur notre lieu de travail et à travers notre gouvernance, notre programme, notre plaidoyer, notre marketing et notre communication.

Nous commençons par exposer des réflexions et des positions critiques sur l'antiracisme, la localisation et la décolonisation de l'aide. Nous détaillons ensuite nos engagements pour favoriser un changement concret, radical et transformateur au sein de notre organisation afin de démanteler la suprématie blanche dans notre organisation.

Dans nos réflexions et positions critiques, nous sommes confronté·e·s à de nombreux paradoxes : parfois, nos motivations à changer en interne et à favoriser le changement transformationnel en externe peuvent être contradictoires avec certains choix pragmatiques et matériels que nous faisons. Le paradoxe le plus évident réside dans notre décision de rechercher des financements auprès d'un secteur et d'un système mondial que nous critiquons. Au lieu de nous concentrer sur le risque que de tels paradoxes soient des facteurs de blocage du changement en interne, ou qu'ils soient utilisés comme arguments contre nous, nous décidons de les nommer, haut et fort.

4. Les positions de Plan International Belgique

La colonisation est souvent perçue comme un phénomène historique qui a pris fin au milieu du 20^e siècle ; pourtant, elle persiste sous diverses formes aujourd'hui.

Nous remettons en question la croyance selon laquelle la colonisation appartient au passé. Nous reconnaissons que la colonisation et ses conséquences persistent aujourd'hui et affectent des communautés du monde entier. Nous sommes solidaires de toutes les personnes qui subissent encore les réalités de la colonisation et nous nous engageons à soutenir les efforts visant à confronter et à démanteler ces injustices persistantes. Cela signifie que nous affirmons être prêt·e·s à agir pour soutenir ces personnes.

En privilégiant les intérêts du Nord global, l'aide publique au développement perpétue le colonialisme.

Nous reconnaissons que les modèles actuels d'aide internationale perpétuent les idéologies coloniales et renforcent les déséquilibres de pouvoir au niveau mondial. Nous reconnaissons que l'aide sert principalement les intérêts des pays donateurs au détriment de l'autonomie et du développement autodéterminé des nations bénéficiaires.

Nous reconnaissons qu'à l'échelle mondiale, le système actuel d'APD perpétue intrinsèquement les idéologies coloniales et renforce les déséquilibres de pouvoir à l'échelle mondiale. La réforme des ONGI ne suffira pas à résoudre les problèmes structurels de l'aide publique au développement.

Les organisations de la société civile ne reçoivent à elles seules que 3 % du budget global de l'APD et leur dépendance à l'égard du financement des donateurs signifie que l'aide est assortie de conditions et de priorités spécifiques fixées par les gouvernements donateurs.

Nous reconnaissons les limites qu'implique le fait d'opérer au sein du système d'APD dirigé par les donateurs, où notre action est limitée par les priorités géopolitiques. Nous nous engageons à utiliser notre position de pouvoir pour plaider en faveur de changements dans les cadres des donateurs et pour une plus grande flexibilité dans les modèles de financement.

Nous reconnaissons qu'il est difficile de compter sur l'APD tout en critiquant les structures qui la façonnent ; nous demandons et acceptons des fonds qui soutiennent des programmes essentiels même si nous reconnaissons que ces mêmes fonds sont intégrés dans un système qui entretient une dynamique de pouvoir coloniale. Cette position nous permet de plaider à l'intérieur du système et donc de pousser à la transformation des structures décisionnelles défectueuses.

Nous reconnaissons qu'en tant qu'ONGI basée en Europe et dont le personnel est essentiellement occidental, nous détenons un pouvoir considérable, ce qui nous place au cœur des défis structurels du secteur de l'aide. Nous nous engageons à contribuer à la remise en question de la nature intéressée de l'aide et à favoriser un changement positif et transformationnel au sein de notre propre organisation nationale, de la Fédération de Plan International et, plus généralement, du secteur de l'aide.

Nous nous engageons à travailler activement au démantèlement de la suprématie blanche au sein de notre propre organisation.

La « décolonisation » en tant que mot en vogue protège le statu quo.

Nous reconnaissons que la décolonisation a été de plus en plus cooptée comme un mot à la mode dans le secteur de l'aide. Nous nous opposons fermement à l'utilisation superficielle de la décolonisation et nous reconnaissons que la décolonisation implique le démantèlement des structures de pouvoir colonial enracinées, ainsi que la restitution des terres et des ressources aux peuples indigènes et colonisés. Nous comprenons que la décolonisation, l'antiracisme et le féminisme sont des luttes interconnectées mais distinctes. Chacune d'elles nécessite des approches spécifiques et une attention particulière aux formes uniques de pouvoir et d'oppression.

Sans un tel engagement, l'utilisation superficielle de la décolonisation permet aux organisations et institutions d'aide occidentales, y compris Plan International Belgique, de conserver leur pertinence sans procéder à des changements substantiels. Le système d'aide actuel contredit les principes fondamentaux de la décolonisation ; les réformes de ce système d'aide n'équivalent pas à une décolonisation du système d'aide.

Nous reconnaissons que nos connaissances sur la décolonisation sont limitées et qu'un apprentissage continu est essentiel. Nous reconnaissons que nous devons écouter et apprendre des universitaires, des activistes et des organisations du Sud global sur la décolonisation. Nous reconnaissons tout particulièrement le leadership des personnes racisées dans l'élaboration de ces conversations critiques.

« Où est le local ? » La dichotomie international-local est réductrice et simplifie à l'extrême les réalités complexes du Sud global, ce qui conduit à une représentation réductrice du « local ».

Nous pensons que le discours actuel sur la localisation simplifie à l'excès les dynamiques locales et ne tient pas compte de la diversité des OSC du Sud global ; il a pour effet de masquer la diversité des intérêts, des capacités et des niveaux d'influence des acteurs « locaux » et, en fin de compte, de conduire à des pratiques d'exclusion.

Nous pensons que les donateurs et les OSC du Nord global doivent aller au-delà d'un engagement superficiel avec les OSC du Sud global et veiller à ce que les groupes et entités marginalisées, en particulier les organisations de base, soient incluses de manière significative dans l'élaboration des programmes de développement et d'aide humanitaire.

Nous reconnaissons qu'un travail d'aide efficace exige de reconnaître les dynamiques de pouvoir complexes au sein des communautés dans le contexte de l'intervention, et entre les OSC du Sud global et celles du Nord global.

Nous reconnaissons que le fait de concevoir le développement comme un flux à sens unique du Nord vers le Sud renforce des dynamiques de pouvoir dépassées et ne respecte pas l'agentivité et la capacité des OSC du Sud global à conduire leurs propres processus de développement.

Une décolonisation et une localisation du haut vers le bas donnent le change, mais elles ne redistribuent pas le pouvoir.

Tout d'abord, parce que le débat sur la décolonisation et la localisation dans le secteur de l'aide est dominé par les OSC et les donateurs du Nord global, éclipsant les voix et les expériences de celles et ceux qui vivent dans des espaces postcoloniaux ou colonisés ; et lorsque les perspectives du Sud global sont incluses, elles sont souvent symbolisées ou instrumentalisées pour servir les intérêts des donateurs du Nord. En outre, les grandes organisations bien établies du Sud global ont tendance à faire peu de cas des initiatives locales ou communautaires, en particulier lorsqu'elles représentent des groupes marginalisés tels que les femmes et les jeunes filles. Le recrutement d'élites locales dans de nombreuses OSC, en lieu et place de voix communautaires plus larges, exacerbe encore ce décalage. Dans le cas spécifique de l'agenda de localisation, les organisations du Nord global conservent le contrôle des agendas, poussant les OSC du Sud global à adopter les modèles de développement du Nord. Cela crée un paradoxe tenant dans le fait que la localisation est censée donner du pouvoir aux OSC du Sud, mais qu'elle finit par renforcer la domination des cadres du Nord.

Plan International Belgique reconnaît que le discours actuel sur la décolonisation et la localisation dans le secteur de l'aide est dominé par les institutions du Nord, excluant et marginalisant les voix du Sud global.

Nous pensons que les efforts de localisation actuels renforcent souvent les cadres du Nord et ne parviennent pas à donner aux OSC du Sud global les moyens d'agir comme prévu, maintenant ainsi une binarité local-international. Nous reconnaissons également que notre position en tant que partie prenante d'un système d'APD plus large peut nous empêcher de conduire un changement transformationnel ; nous reconnaissons cette tension et ce paradoxe et avons choisi d'y répondre en nous tenant, nous et notre Fédération, responsables d'un changement transformationnel dans le secteur de l'aide.

Nous reconnaissons que la décolonisation et la localisation exigent de centrer le savoir, l'action et le leadership des communautés du Sud global, plutôt que de laisser les narratifs occidentaux dicter les programmes de développement.

Nous reconnaissons que les conditions imposées par les donateurs et les exigences strictes en matière de rapports empêchent tout changement transformationnel en garantissant la pleine autonomie des OSC du Sud global, limitant ainsi leur capacité à développer des solutions spécifiques au contexte.

Les OSC du Sud global sont encore largement sous-financées dans le cadre de l'agenda de localisation, malgré une rhétorique bien établie.

Le modèle de financement actuel désavantage les OSC du Sud global, en les empêchant d'accéder à un financement direct et en perpétuant le déséquilibre des pouvoirs, car les exigences des donateurs renforcent leur dépendance à l'égard du financement indirect par le biais d'intermédiaires du Nord global. Ces OSC du Nord global utilisent également la localisation comme un outil de collecte de fonds plutôt que comme un véritable changement dans la dynamique du pouvoir, puisqu'elles continuent à rivaliser avec les OSC du Sud global pour l'obtention de ressources.

Nous reconnaissons l'inégalité structurelle dans la distribution des financements et la nécessité d'augmenter les financements directs et flexibles pour les organisations du Sud global, en particulier les organisations féministes, les organisations de défense des droits des femmes, les organisations de filles et les organisations de jeunes.

Nous pensons que les politiques des donateurs doivent être modifiées pour offrir un financement non conditionnel, à long terme et flexible afin de permettre à la société civile de prospérer dans le Sud global.

Nous pensons que les OSC du Nord global, y compris Plan International Belgique, doivent jouer un rôle de plaidoyer plus important, en poussant à ces changements et en repensant leur position dans le système de l'APD pour permettre une véritable redistribution du pouvoir.

Nous reconnaissons que l'agenda de localisation ne peut réussir sans s'attaquer à la suprématie blanche profondément enracinée dans le système d'aide.

Une perspective décoloniale féministe est essentielle pour remettre en question le racisme, le patriarcat et le (néo)colonialisme.

Plan International Belgique reconnaît que les narratifs de développement façonnés par les cadres féministes occidentaux marginalisent souvent les voix et la résistance des filles et des femmes du Sud global, renforçant ainsi les structures de pouvoir coloniales. Nous pensons que l'aide devrait être fondée sur des cadres féministes décoloniaux qui mettent l'accent sur les voix, les connaissances et l'action des filles et des femmes du Sud global.

Nous pensons que la représentation des filles et des femmes du Sud global comme des atouts économiques au sein des cadres néolibéraux instrumentalise leur travail, négligeant leurs droits fondamentaux et les oppressions systémiques plus profondes auxquelles elles sont confrontées.

Nous pensons que les efforts humanitaires et de développement doivent intégrer pleinement une compréhension des oppressions entrecroisées - race, genre et classe - afin que les solutions s'attaquent aux causes profondes de l'inégalité dans les communautés marginalisées.

Nous devons faire passer le travail de lutte contre le racisme : des réponses émotionnelles aux changements structurels.

L'accent mis sur la moralité individuelle comme solution au racisme est un problème prévalent dans le secteur de l'aide, qui considère le racisme comme le résultat de préjugés personnels ou de l'ignorance, plutôt que de le comprendre comme un problème systémique ancré dans les pratiques institutionnelles des organisations d'aide. Les discours restent au niveau des intentions individuelles et de la culpabilité personnelle, au lieu de s'attaquer à la façon dont la suprématie blanche est ancrée dans les pratiques quotidiennes, les structures de prise de décision, l'allocation des fonds et la mise en œuvre des programmes.

Nous reconnaissons que le racisme dans le secteur de l'aide est un problème systémique ancré dans les structures et les pratiques institutionnelles. Nous reconnaissons que si la réflexion personnelle est importante, les efforts de lutte contre le racisme doivent aller au-delà des actions individuelles. Nous pensons que la création d'organisations antiracistes nécessite des réformes systémiques qui redistribuent le pouvoir et la prise de décision à tous les niveaux de l'organisation.

Nous pensons que l'accent doit être mis non plus sur la gestion de l'inconfort émotionnel du personnel de race blanche, mais sur la prise de responsabilité en matière de changement structurel. La création d'un espace de dialogue constructif est essentielle, mais elle doit s'accompagner d'une action centrée sur les besoins et les voix des personnes racisées, qui subissent les conséquences directes du racisme systémique.

Nous reconnaissons qu'au final, l'objectif est de passer de la culpabilité individuelle à la responsabilité collective. C'est pourquoi nous encourageons une véritable alliance au sein de notre organisation, c'est-à-dire reconnaître son propre pouvoir, s'engager à changer le système organisationnel, écouter et encourager les personnes racisées à s'exprimer dans un « espace courageux » (brave space), et soutenir les initiatives qui donnent un véritable pouvoir de décision à celles et ceux qui subissent l'impact du racisme et de la suprématie blanche. Nous invitons et encourageons nos allié·e·s à défendre des politiques et des procédures qui promeuvent l'égalité, à continuer à s'informer sur le racisme et la suprématie blanche et à rendre compte de leur engagement en tant qu'allié·e·s.

5. Nos engagements pour démanteler la suprématie blanche et promouvoir des politiques antiracistes

Nous souhaitons apporter des changements clairs et percutants pour lutter contre la suprématie blanche au sein de notre organisation et de notre secteur, en encourageant la poursuite des pratiques existantes qui s'avèrent efficaces dans notre organisation, et en élargissant ces engagements pour être plus audacieux en tant qu'organisation engagée dans la lutte contre le racisme.

Nos engagements sont fondés sur la *Vision 2036* de notre organisation et structurés en cinq catégories clés : Gouvernance ; Culture organisationnelle et ressources humaines ; Programmation et partenariats ; Marketing et communication ; Plaidoyer et influence.

En termes de **gouvernance**, nous nous engageons à redéfinir la structure de gouvernance de Plan International Belgique afin de mieux représenter nos groupes cibles, du Conseil d'administration à l'équipe de direction en passant par le Comité consultatif des jeunes (YAP). Nous nous engageons à institutionnaliser la lutte contre le racisme dans l'ensemble de l'organisation et à créer des voies d'accès au leadership pour les personnes racisées.

Concernant notre **culture organisationnelle et nos ressources humaines**, nous nous engageons à garantir des pratiques équitables en matière de recrutement, de rétention et de promotion et à appliquer des politiques strictes contre le racisme, le sexisme et toutes les formes de discrimination au sein de l'organisation. Nous nous engageons à organiser des formations sur l'antiracisme et le féminisme intersectionnel pour l'ensemble du personnel, des membres de la gouvernance et des bénévoles.

À travers nos **programmes et partenariats**, nous nous engageons à intégrer une approche féministe intersectionnelle dans tous nos programmes, tant en Belgique qu'au niveau international. Nous nous engageons à renforcer notre responsabilité vis-à-vis des personnes que nous servons et de tous les mouvements sociaux alignés avec lesquels nous travaillons en partenariat. Nous nous engageons à établir des partenariats équitables avec nos bureaux pays (CO) partenaires et nos partenaires externes.

En matière de **marketing et de communication**, nous nous engageons à présenter les personnes et les communautés que nous soutenons avec dignité et exactitude dans toutes nos communications. Nous nous engageons à amplifier les voix et les histoires de nos partenaires et des communautés que nous servons.

En ce qui concerne nos activités de **plaidoyer et d'influence**, nous engageons notre influence au sein de la Fédération de Plan international pour remodeler notre structure de gouvernance et notre modèle de partenariat. Nous nous engageons également à amplifier le travail de plaidoyer des mouvements mondiaux pour la décolonisation, l'antiracisme et le changement de structure dans le secteur de l'aide.



Pour que chaque fille soit libre

Plan International Belgique est une ONG belge indépendante, membre de Plan International, qui défend les droits des filles et l'égalité des genres dans le monde. Depuis 1983, nous accompagnons les enfants et les jeunes vers l'autonomie et leur permettons de changer leur avenir. Nous donnons les mêmes chances aux filles qu'aux garçons : apprendre à l'école et obtenir un emploi décent, diriger les changements de leur société, décider de leur vie et de leur corps et s'épanouir à l'abri de la violence, de la naissance à l'âge adulte.

Pour plus d'informations sur Plan International Belgique, veuillez consulter le site www.planinternational.be



@planinternationalbelgium



@PlanBelgium



@PlanBelgium

Remerciements

Ce document de position a été rédigé et coordonné par Nassima El Ouady, avec la précieuse contribution d'une équipe dédiée de Plan International Belgique : Alyssa Lambrecht, Carolien Vekemans, Deborah Varisano et Nîma Mesbahi.

Nous remercions tout particulièrement Saúl Alexander Zavarce Corredor (Plan International Global Hub), Lieven Miguel Kandolo (Kandolo Consulting) et Jوسفien Fraeyman (NGO Federatie) pour avoir partagé leur expertise et leurs recommandations.

Notre gratitude va également à Nolwenn Gontard (Plan International Belgique) pour sa relecture attentive et son soutien dans la finalisation du document, ainsi qu'à tou-te-s les collègues de Plan International qui ont apporté leurs commentaires et leurs réflexions tout au long du processus de rédaction.

Publication 2025

Éditrice responsable : Isabelle Verhaegen,
Plan International Belgique, Rue du Marquis 1, 1000 Bruxelles

Textes & photos : © Plan International